

Aux États-Unis, les arrestations d'immigrés n'ont profité ni à l'emploi ni aux salaires des travailleurs nés dans le pays

Published: November 13, 2026 12.47pm CET

Des agents de la police fédérale de l'immigration (ICE) et de son service d'enquêtes (HSI), lors d'une opération sur un lieu de travail à Canton, dans le Mississippi, le 7 août 2019, sous le premier mandat de Donald Trump. U.S. Immigration and Customs Enforcement/Wikimedia Commons, CC BY

L'ESSENTIEL

- **Aux États-Unis, les pics d'arrestations d'ICE, United States Immigration and Customs Enforcement (Service de l'immigration et des douanes des États-Unis), ont coïncidé avec un recul de 4 % du taux d'emploi des immigrés probablement sans papiers dans leurs secteurs phares.**
- **Ce retrait n'a pas profité aux Américains : les employeurs ont réduit leur demande de main-d'œuvre au lieu d'augmenter les salaires.**
- **Pour renforcer le marché du travail, les présidents devront donc chercher ailleurs, car immigrés et natifs occupent surtout des postes complémentaires.**

Le président Donald Trump avait fait campagne en promettant de renforcer le marché du travail. Son programme en matière d'immigration, qui comprenait l'engagement de mener la plus vaste campagne d'expulsions de l'histoire des États-Unis, était au cœur de cette promesse.

« Pendant trop longtemps, Washington a ignoré à quel point l'immigration illégale massive avait artificiellement tiré les

Authors



Chloe N. East
Associate Professor of Economics, University of Colorado Boulder



Elizabeth Cox
Professional Research Assistant, Economics Department, University of Colorado Boulder

Disclosure statement

Chloe N. East reçoit des financements de la Russell Sage Foundation (fondation new-yorkaise consacrée à la recherche en sciences sociales) et de la NSF (National Science Foundation, l'agence fédérale états-unienne qui finance la recherche fondamentale).

Elizabeth Cox reçoit des financements de la Russell Sage Foundation et de la National Science Foundation.

Partners

University of Colorado Boulder

University of Colorado provides funding as a member of The Conversation US.

View all partners

salaires vers le bas, au détriment des Américains des classes populaires, et en particulier des jeunes hommes », écrivait, en juillet 2025, sur X le secrétaire au Trésor Scott Bessent, l'équivalent du ministre des finances.

> *« Mais avec le président Trump, nous avons désormais une frontière sécurisée, un boom des salaires ouvriers et d'importants investissements issus des accords commerciaux. »*

Le marché du travail raconte une autre histoire. Au cours de la première année du second mandat de Trump, le chômage a augmenté, les embauches ont ralenti et la progression des salaires a marqué le pas. Le secteur de la construction a été particulièrement touché.

Spécialistes du marché du travail, de l'immigration et des politiques publiques environnementales, nous avons étudié comment ces tendances économiques peuvent être reliées à la campagne d'expulsions massives du second mandat de Trump. Fait notable, si l'emploi des immigrés a reculé dans les zones où l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), la police fédérale de l'immigration, a intensifié ses contrôles, ni l'emploi ni les salaires des citoyens états-uniens n'ont progressé.

Un effet dissuasif sur les travailleurs immigrés

À partir de données couvrant la période d'octobre 2023 à novembre 2025, nous avons examiné les taux d'emploi et les salaires des travailleurs immigrés et des travailleurs nés aux États-Unis dans les zones qui ont connu de brusques pics d'arrestations par l'ICE, puis nous les avons comparés à ceux des zones qui n'en ont pas connu.

Dans les régions où l'ICE a intensifié son activité, nous avons constaté une baisse significative du taux d'emploi des immigrés probablement sans papiers qui n'avaient été ni placés en détention ni expulsés. Ce recul était particulièrement marqué dans les secteurs où ces travailleurs sont très présents, comme l'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière et le commerce de gros, où nous avons mesuré une baisse de 4 % du taux d'emploi.

À lire aussi : *Pourquoi les travailleurs immigrés sont-ils surreprésentés dans les secteurs « essentiels » ?*

Ces immigrés semblaient rester chez eux par peur, une inquiétude largement répandue. Dans une enquête du Pew

Languages

Français
English

DOI

https://doi.org/10.64628/AAK.3up76uw44

creative commons

We believe in the free flow of information

Republish our articles for free, online or in print, under Creative Commons licence.

Republish this article

Research Center (institut d'études et de sondages états-unien) menée à l'été 2025, 43 % des personnes nées à l'étranger disaient craindre d'être expulsées, ou qu'un de leurs proches le soit. Nous parlons d'effet dissuasif, car ces personnes ne sont pas physiquement retirées du marché du travail. Elles ont plutôt modifié leur comportement à cause de l'ICE.

Sous le second mandat de Trump, cet effet dissuasif sur l'emploi est environ deux fois plus fort que celui que nous avions mesuré dans de précédents travaux sur les expulsions massives, consacrés à un programme du premier mandat du président Barack Obama, Secure Communities (qui imposait aux polices locales de transmettre aux autorités fédérales les empreintes digitales de toute personne arrêtée, afin de repérer les immigrés en situation irrégulière).

Comme nous l'avons écrit dans un article complémentaire, cosigné avec la sociologue Caitlin Patler, une explication probable tient au fait que les arrestations de l'ICE depuis le retour de Trump au pouvoir ont été bien plus aveugles et plus visibles : le nombre moyen d'arrestations quotidiennes a dépassé tous les niveaux des dix dernières années. La part des arrestations effectuées dans l'espace public (rues, lieux de travail, tribunaux et parkings d'écoles) a plus que doublé, passant de 19 % à près de 50 % de l'ensemble des interpellations. L'effet d'intimidation a donc probablement été plus étendu.

Des répercussions plus larges

Pendant sa campagne présidentielle de 2024, Trump s'était engagé à concentrer l'action de l'ICE sur les criminels, en particulier les auteurs de violences. En réalité, nous avons constaté que la part des immigrés arrêtés par l'ICE qui avaient fait l'objet d'une condamnation pénale est tombée à un plancher quasi historique sur cette période, passant d'environ 60 % en janvier 2025 à moins de 30 % à la fin de l'année.

Les effets économiques ne se sont pas limités aux travailleurs immigrés. Plus largement, de nombreux consommateurs ont levé le pied.

D'autres chercheurs ont montré que dans les villes où les descentes de l'ICE se sont multipliées en 2025, les dépenses de consommation et l'activité économique ont reculé. En février 2026, par exemple, les autorités de Minneapolis, dans le Minnesota, ont estimé que l'économie de la ville avait perdu 203 millions de dollars (environ 171 millions d'euros) en raison

de la baisse des recettes des restaurants, des hôtels et des commerces, ainsi que des salaires perdus. Selon une autre analyse, dans les États où l'ICE a renforcé ses contrôles, le total des dépenses par carte de crédit et de débit a reculé de 1,7 point par rapport aux autres États.

Des chercheurs ont observé des effets similaires sur la fréquentation piétonne, qui a fortement chuté dans les zones où l'ICE a étendu ses activités. Une étude de la Wharton School (l'école de commerce de l'université de Pennsylvanie) publiée en mai 2026 estimait par exemple que, dans les zones fortement touchées par les opérations de l'ICE, la fréquentation avait baissé de 2,7 % et les dépenses de 6,2 %, chaque semaine.

Et les travailleurs nés aux États-Unis ?

La grande promesse politique de Trump était que les expulsions libéreraient des emplois pour les travailleurs états-uniens. Mais nous avons constaté l'inverse : l'emploi des travailleurs nés aux États-Unis a lui aussi reculé dans les zones où l'ICE était plus active. Et les employeurs n'ont pas réagi en augmentant les salaires pour attirer davantage d'Américains. Leur demande de main-d'œuvre s'est au contraire contractée.

Tout repose sur l'idée que travailleurs nés à l'étranger et travailleurs nés aux États-Unis se disputent directement les mêmes emplois. Or l'exemple de Trump 2 met en évidence une autre dynamique. Comme nous et d'autres économistes l'avons montré, le marché du travail n'est pas un jeu à somme nulle. Les immigrés et les travailleurs nés aux États-Unis ont tendance à occuper des emplois complémentaires plutôt qu'à se disputer des postes identiques.

La construction en offre un exemple parlant. Moins d'ouvriers sans papiers sur un chantier, c'est moins de travail pour les électriciens, les couvreurs et les contremaîtres, des postes plus souvent occupés par des travailleurs nés aux États-Unis, qui dépendent de l'avancement de ces projets.

Le tassement plus général de l'emploi dans le secteur de la construction en 2025 correspond à ce schéma. Il fait aussi écho à des travaux antérieurs montrant que les expulsions de l'ère Obama avaient freiné la construction de logements et fait grimper les prix des maisons neuves.

La répression de l'immigration n'a, bien sûr, rien de nouveau dans l'histoire des États-Unis. Au début des années 1930, le président Herbert Hoover (républicain, au pouvoir de 1929 à

1933) a expulsé 400 000 travailleurs mexicains, sans que cela fasse progresser ni les salaires ni l'emploi des travailleurs nés aux États-Unis. Le programme Secure Communities d'Obama, dans les années 2010, a produit des résultats similaires.

Et comme le montrent nos travaux les plus récents, les expulsions massives ne créent pas de nouvelles possibilités d'emploi pour les citoyens états-uniens. Les présidents qui voudront renforcer le marché du travail devront chercher ailleurs.

This article was originally published in English

migrants emploi États-Unis immigration Donald Trump salaires politiques migratoires marché du travail Administration Trump 2 expulsions

Events

More events

Editorial Policies
Community standards
Republishing guidelines
Analytics
Our feeds
Get newsletter

Who we are
Our charter
Partners and funders
Resource for media
Contact us

Privacy policy Consent preferences Terms and conditions Corrections

Copyright © 2010–2026, The Conversation Media Group Ltd